



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 15 avril 2024

M_DL240415_044

URBANISME - INSTRUCTION DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS D'URBANISME - SERVICE COMMUN - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

Monsieur Aurélien LECACHEUR, Conseiller Délégué – Depuis sa création, la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole poursuit, pour le compte des communes ayant opté pour la mutualisation de ce service, l'instruction des autorisations du droit des sols, dont les maires demeurent autorités compétentes pour la délivrance des actes.

Au cours de l'année 2022, les maires ont participé à plusieurs réunions de travail et ateliers de concertation, portant sur les fonctionnements du service et la contribution des communes. Les missions du service ont été définies à l'issue d'un travail conduit collégialement par l'ensemble des communes potentiellement adhérentes.

Concernant la participation financière, plusieurs scénarios ont été étudiés et un scénario remanié a été validé lors de la Conférence des maires du 16 septembre 2022.

Cette délivrance se réalise sur les modalités hétérogènes et antérieures à la fusion des intercommunalités. Pour la ville de Montivilliers, concernant la participation financière, le transfert de charge opéré en 2015 n'est pas remis en question et constitue la contribution de la ville à ce service commun.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de conclure une nouvelle convention relative à la création du service commun d'instruction des autorisations du droits des sols entre la ville de Montivilliers et la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole,

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

VU le code de l'urbanisme, notamment son article L.422-1,

VU les statuts de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole,

VU la délibération de la Communauté urbaine le Havre Seine Métropole n°20230530 du 14 décembre 2023

VU le projet de convention relative à la création du service commun d'instruction des autorisations du droits des sols entre la ville de Montivilliers et la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole

CONSIDÉRANT

- Que la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole instruit, pour le compte des communes membres ayant opté pour la mutualisation de ce service, les actes d'urbanisme dont les maires demeurent autorités compétentes pour la délivrance des actes ;

- Qu'au cours de l'année 2022, les missions du service commun d'instruction des autorisations du droits des sols ont été définies à l'issue d'un travail conduit collégialement par l'ensemble des communes potentiellement adhérentes ;
- Que, pour la ville de Montivilliers, concernant la participation financière, le transfert de charge opéré en 2015 n'est pas remis en question et constitue la contribution de la ville à ce service commun ;
- Qu'il apparaît nécessaire de conclure une nouvelle convention relative à la création du service commun d'instruction des autorisations du droits des sols entre la ville de Montivilliers et la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole.

Sa commission municipale « Attractivité du Territoire et Urbanisme » qui s'est réunie le mercredi 10 avril 2024 consultée,

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le maire à signer la convention relative à la création du service commun d'instruction des autorisations du droits des sols entre la ville de Montivilliers et la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole ;

- **De fixer** la participation financière annuelle de la ville de la façon suivante : un transfert de charge annuel de 106 078 euros.

*Sans nouvelle incidence budgétaire
Déjà inclus dans les attributions de compensation depuis 2010*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr